

Présidentielles : Osons les territoires !

Un appel

2022 : élections présidentielles et législatives en France ; présidence française de l'Union européenne ; trentième anniversaire du sommet de la Terre de Rio. La France, l'Europe, le monde. Trois échéances importantes. Les perspectives proposées aujourd'hui au peuple français par les différents candidats à la Présidentielle sont-elles à la hauteur ? Hélas non !

Comme le faisait observer Albert Einstein, nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes avec la même pensée que nous avons utilisée lorsque nous les avons créés. Or, c'est cette illusion que nous retrouvons dans les débats actuels alors que c'est tout le système de pensée sur l'économie, la gouvernance, le droit, les relations entre les sociétés, qu'il faut transformer, en rompant avec la logique de domination qui structure nos rapports sociaux et notre rapport à la nature ; c'est tout le système d'acteurs hérités du siècle précédent, à commencer par le fonctionnement de l'État, qu'il faut repenser.

C'est l'effort qu'a entrepris notre **Collectif Osons les territoires !**

D'abord en renouvelant la perspective, en reliant les crises actuelles à une crise plus profonde, celle des relations.

Cette **crise des relations** se manifeste dans de nombreux domaines :

- Les rapports entre humanité et biosphère avec une « nature » réduite au statut de ressource à exploiter ;
- L'économie avec des acteurs dont chacun poursuit ses intérêts particuliers dans une logique de concurrence qui profite à un nombre réduit de personnes ;
- La société avec une perte de la cohésion sociale que les politiques redistributives ne parviennent pas à rétablir et avec des rapports de domination qui se perpétuent entre les sexes, entre les âges, entre les positions sociales, entre les origines ;
- L'éducation, la science et la gouvernance où la spécialisation des disciplines et des politiques fait perdre de vue le caractère profondément interconnecté des problèmes ;
- Les relations entre sociétés, dominées par des rapports de force entre Etats, incapables de créer une communauté de destin et de gérer les biens communs.

Ce changement de perspective nous munit d'une boussole : **créer ou réparer les relations** en soutenant les acteurs les mieux capables d'organiser les relations en leur sein - **les territoires et les filières**. Il est urgent de développer la coopération entre niveaux de gouvernance ; renouveler en profondeur notre système éducatif ; redéfinir le contrat social, rechercher l'équilibre entre droits et responsabilités ; mettre la coopération au cœur de la vie économique et des politiques publiques. Puis **le décentrement**, en sortant de l'enfermement de la scène nationale sur elle-même.

Nous sommes convaincus que les territoires, bassins de vie, lieux d'enracinement concret de la société, espaces de coopération entre ses différents acteurs, sont appelés à jouer un rôle majeur dans la conduite de la transition systémique qui s'impose à nous.

Il faut penser le monde à partir des territoires, car chaque territoire, même marginalisé, est traversé par toutes les mutations du monde et constitue un espace privilégié pour penser ensemble notre avenir, car il faut réancrer notre relation au monde sur nos lieux de vie. Le penser pour *agir à la fois localement et globalement*. Car les initiatives qui fleurissent dans tous les territoires, à travers lesquelles beaucoup retrouvent le goût de l'engagement, se heurteront à un plafond de verre si des transformations au niveau national, européen et mondial ne sont pas simultanément conçues et conduites.

La scène politique nationale, en polarisant l'attention, nous impose des œillères ; l'horizon temporel des mandatures présidentielle et législative nous rend myope, en occultant la nécessité d'inscrire les actions immédiates dans une transition à long terme. Méprise grosse de dangers pour la démocratie : au moment où les Etats sont à la peine face à des défis qui les dépassent, œillères et myopie renforcent le doute sur la capacité des démocraties à relever efficacement les défis à long terme.

L'évolution des sociétés appelle bien sûr des réponses collectives au niveau national : la mondialisation des échanges a creusé les inégalités sociales ; le vieillissement de la population déséquilibre notre politique de santé et nos régimes de retraite ; les modifications de la composition de la communauté nationale, notamment dans les jeunes générations, remettent en cause notre modèle traditionnel d'intégration ; réfugiés économiques, politiques et climatiques se pressent aux frontières de l'Europe ; le dérèglement du climat rend urgentes des politiques nationales, européennes et mondiales à la hauteur des défis.

Mise en perspective et décentrement nous conduisent à un ensemble de propositions, inspirées d'*une boussole*, capables de mobiliser les énergies et les différentes générations autour d'un projet fédérateur à long terme, ancré dans les territoires et organisées en deux parties :

- Les conditions à réunir pour faire des territoires des acteurs majeurs de la transition ;
- La réforme des politiques françaises et européennes au service du bien commun.

Nous appelons tous ceux qui partagent notre inquiétude à l'égard de la pauvreté actuelle des débats à dépasser les clivages partisans qui stérilisent aujourd'hui la réflexion et le dialogue et à enrichir et porter ces propositions soumises aux candidats à la Présidence.